

Lettre d'information du Nouveau Parti Anticapitaliste Nantes

contact@npa44.org www.npa44.org Facebook: NPA44 Instagram: npa nante

« Macronavirus, à quand la fin? »

Lundi 11 mai, la première journée de « déconfinement » a été un fiasco pour le gouvernement. Les médias ont beau dire que cela s'est fait « presque en douceur et sans cohue dans les transports », les photos prises à 6 heures du matin ne peuvent pas cacher la réalité de la promiscuité dans les métros et les bus aux heures de pointe. La raison est que ce 11 mai a été l'occasion pour le patronat d'exercer une pression importante sur tou·tes les salarié·es afin d'imposer un retour au boulot de celles et ceux qui étaient jusqu'ici à domicile.

Bien entendu, tout cela se fait sans mesures de sécurité réellement efficaces : le nombre de masques disponible est insuffisant et ceux-ci rendent le travail pénible dans la durée, le gel hydroalcoolique et les gants sont souvent en quantité insuffisante, et les distances de sécurité très difficiles à tenir. La « vie » reprend donc son cours... au risque d'un deuxième pic dans l'épidémie, alors que, dans les hôpitaux, les personnels sont épuisés par la première phase.

Dans les écoles, des mesures absurdes

Dans les écoles, c'est la même logique qui est à l'œuvre : faire travailler le plus de monde possible. Selon le SNUipp-FSU, principal syndicat de l'éducation nationale, 20 % des écoles vont accueillir des groupes qui dépassent 10 élèves. Comment dans ces conditions serait-il possible d'assurer les gestes barrières ? Dans les autres, la situation n'est pas plus simple : comment faire la classe aux élèves de façon efficace avec 5 ou 6 élèves qui ne peuvent s'approcher les unEs des autres ? Comment les enseignant-es peuvent-ils suivre leurs élèves à distance s'ils sont aussi en classe ?

Si des tests étaient disponibles en nombre suffisant, on pourrait vérifier qui peut travailler, se rendre à l'école, se déplacer en toute sécurité, mais le gouvernement ne peut ou ne veut pas en mettre à disposition.

Travailler à tout prix?

Ces mesures n'ont qu'un objectif : mettre le plus de monde possible au travail, au mépris des conditions de travail, de vie et d'études. De plus, nos libertés sont cassées : la manifestation contre les violences policières ce lundi 11 mai à Saint-Denis a été nassée par la police, après que les manifestations du 1er Mai aient été interdites et réprimées. Le droit du travail est attaqué dans de nombreuses entreprises, où on exige une augmentation du temps de travail, où on nous prend des jours de congés... Contrairement à ce qu'avait promis le gouvernement, des licenciements, notamment en fin de CDD et d'intérim, ont eu lieu par centaines de milliers. De nombreuses personnes n'arrivent plus à payer leur loyer ou à se nourrir correctement.

Les masques sont payants ou distribués par des collectivités locales et les hôpitaux manquent toujours de personnels... mais Macron a préféré distribuer 100 milliards aux patrons, auquel il faut ajouter 300 milliards de prêts dont on verra bien s'ils seront remboursés...

Faisons face à ce gouvernement au service des capitalistes

Le gouvernement montre, comme à chacune des étapes de cette crise, sa logique : faire passer les profits des grandes entreprises avant la santé, avant les conditions de vie et de travail des classes populaires.

La crise économique va le conduire à accélérer ces attaques à brève échéance, il faut s'y préparer. Pour cela, tenir des réunions partout, dans les entreprises et les quartiers, à distance ou en respectant les gestes barrières, pour organiser les ripostes.

Nous voulons des moyens pour la santé (à commencer par les hôpitaux), des masques gratuits et des tests massifs, l'arrêt de toutes les productions non essentielles, le droit de retrait pour celles et ceux qui se sentent menacés au travail, l'interdiction des licenciements, un revenu (chômage, pension retraite...) minimum au Smic pour tou·tes, le gel des loyers, ainsi que la liberté de réunion et de manifestation. Pour gagner cela, nous devons imposer un rapport de forces, il y a urgence.



Responsable, responsable! Est-ce que j'ai une gueule de responsable?

Nos dirigeants refusant de prendre de réelles responsabilités et ne cessant d'affirmer qu'il faut apprendre à vivre avec le virus, renvoient la balle à chacun de nous, individualisant alors la lutte contre la pandémie, en faisant appel simultanément à notre civisme et au volontariat.

La crise sanitaire mondiale et simultanée liée au Covid-19 accélère sévèrement la crise économique. Pour sortir d'une crise. système capitaliste pouvait augmenter l'exploitation, ouvrir d'autres marchés, trouver d'autres consommateurs. Le cadre de la mondialisation libérale présente cependant des limites objectives. En effet, environ 70% de la population mondiale est salariée. « La mondialisation a fait le tour du monde » pour reprendre une formule d'Olivier Besancenot. Mais, prévient-il, « même une crise systémique majeure ne signifie pas automatiquement et nécessairement la fin d'une classe possédante¹ ». Parmi les ressorts possibles, les dirigeants peuvent utiliser davantage d'autoritarisme, plus de répression, mais renforcer également l'individualisme.

Ainsi, Edouard Philippe, le premier ministre, en présentant, mercredi 28 avril, le plan de déconfinement du gouvernement à l'Assemblée Nationale et sur les écrans des chaînes d'informations en continu, déclare : « Notre politique repose sur la responsabilité individuelle et la conscience que chacun doit avoir de ses devoirs à l'égard des autres. Nous prévoirons des dispositifs de contrôle, s'ils devaient être nécessaires, mais notre objectif est de nous reposer largement sur le civisme de chacun ». Ce rappel à la responsabilité individuelle n'est pas anodin. Le recours à cette notion, particulièrement visible dans les politiques sociales, est effectivement devenu indispensable au sein des sociétés néolibérales. Cela permet de l'utiliser pour créer une société compétitive fondée sur les responsabilités individuelles, sur les efforts pour sa propre réussite et sur la méritocratie au détriment de l'égalitarisme.

« C'est de ta faute »

Cela permet aussi de faire accepter l'austérité et culpabiliser les victimes. « C'est de ta faute » devient une sentence malheureusement trop souvent dite ou pensée. La formule accuse tour à tour les personnes sans emploi, sans domicile fixe, les mères célibataires ou encore les victimes de violences sexuelles. De plus, même les personnes accusées l'intériorisent et se culpabilisent de ce qui est vécu comme un échec personnel. Ainsi, en 2012, au Japon où l'individualisme a particulièrement progressé depuis la crise asiatique de 1997-1998, 85% des personnes ayant le droit à l'aide publique y avaient renoncé. En France, le chiffre s'élevait déjà à 35%². La contre-réforme des retraites s'appuie sur la même logique. L'intégration d'un système par points individualise et désolidarise : si tu as une petite

POUR LE PRÉFET DE PARIS, DIDIER LALLEMENT, LES PATIENTS EN RÉANIMATION SONT CEUX QUI N'ONT «PAS RESPECTÉ» LE CONFINEMENT



retraite, c'est de ta faute car tu n'as pas cumulé suffisamment de points. Dans une société où l'on se doit d'être performant et où il n'y a pas de petit profit inutile, la moindre faille peut donc être exploitée.

C'est pourquoi un pas supplémentaire a été franchi par le préfet de police de Paris, Didier Lallement en lâchant en direct sur BFMTV, vendredi o3 avril, que « ceux qui sont hospitalisés aujourd'hui, ceux qu'on trouve dans les réanimations, ce sont ceux qui au début du confinement, ne l'ont pas respecté ». On pourra toujours le remercier de ne pas avoir poussé le curseur jusqu'à leur proposer de rembourser une partie des frais liés à leur prise en charge, mais ce serait faire preuve du même cynisme. Cette morale indigeste est toutefois plus facilement permise dans une situation de crise qui exacerbe les phénomènes en cours. Cette volonté d'individualiser le rapport à la santé n'est pas née avec la crise sanitaire liée au Covid-19, mais elle l'accélère. Aux Etats-Unis, par exemple, Donald Trump veut abroger l'Affordable Care Act, plus connu sous le nom d'Obamacare. Cette réforme ne répond que partiellement aux fortes inégalités face à la santé. L'objectif du résident à la maison blanche est clairement affiché. Il s'agit de rétablir totalement le principe d'un système de santé reposant totalement sur la responsabilité individuelle. Seul·es celles et ceux qui peuvent payer; ou se faire payer par leur employeur; une couverture, souvent incomplète par ailleurs, à des assurances privées pourront être pris en charge.

Les vrais responsables

Mettre donc en avant, avec autant d'insistance, la responsabilité de chacun·e d'entre nous, permet de dédouaner les véritables responsabilités, au premier plan (Suite page 3)

(Suite de la page 2)

desquelles évidemment les politiques libérales qui ont fragilisé grandement notre service public de santé depuis plus de trente ans. Combien de postes de personnels soignants supprimés ? Combien de lits supprimés ? Quelle baisse du budget alloué à la recherche ? Et que dire des injonctions à la responsabilité individuelle quand il s'avère impossible d'avoir des masques pendant plus de deux mois et qu'ils ne sont toujours pas gratuits, quand si peu de tests sont proposés pour ne prendre que ces exemples hautement évidents ? Des responsables existent et « nous saurons que le monde a changé quand ceux qui nous ont mis dans ce pétrin en supprimant les stocks de masques seront devant un tribunal.³ » Ces propos de l'historien Emmanuel Todd sont sur ce point là d'une justesse et d'une justice qu'il sera nécessaire d'imposer.

Jouons-la collectif

Heureusement, face à l'entreprise de nos dirigeant-es, beaucoup ont compris « qu'être subversif c'est passer de l'individuel au collectif », comme le scande Ab el Malik dans le slam « Césaire ». Ainsi, alors que les Restos du Cœur ont battu un triste record du nombre de repas distribués, un peu

partout la solidarité se met en place. De multiples associations sont un précieux point d'appui pour les nombreuses personnes qui sont encore davantage en difficulté. Par ailleurs, les habitantes du Clos Torreau, quartier au Sud de Nantes, ont organisé une solidarité remarquable avec la traduction des gestes barrière en neuf langues, la désinfection quotidienne des parties communes, la confection de masques, le prêt de matériel comme les imprimantes, de multiples coups de main, la distribution de légumes. Nombreuses sont les anecdotes des deux mois de confinement qui viennent de s'écouler et qui montrent toute la disponibilité à la solidarité.

Cette solidarité réelle est une formidable bouffée d'oxygène. Elle est un appel à construire un autre monde dès aujourd'hui. Ne plus se contenter de dire non, mais conquérir nos droits et notre liberté, inventer les nouvelles formes de propriétés qui soient sous le contrôle et la responsabilité des salarié·es et de la population.

- 1 Entretien avec Daniel Mermet dans l'émission radiophonique Là-bas si j'y suis, 13 avril 2020
- 2 Yuta Yagishita, « Au pays du « jiko sekinin » », Le Monde diplomatique, mai 2020
- 3 Entretien sur le site de L'Express, 28 avril 2020

Contrôles et répression sous caution sanitaire

Contrôles ciblés, insultes, passages à tabac, verbalisations discrétionnaires... Dans certains quartiers populaires on craint plus les violences policières que le coronavirus. A cela, il faut ajouter les entraves à manifester comme ce fut le cas dans de nombreuses villes, le 1er mai, assorties elles aussi de verbalisations, y compris quand les conditions sanitaires de distanciation étaient respectées.

Sans oublier, les atteintes à la liberté d'expression avec des poursuites pour l'exposition de banderoles jugées « outrageantes », parce qu'elles avaient l'outrecuidance de s'attaquer à la politique du gouvernement.

Dans le même temps, depuis le 11 mai, nous sommes contraints, à marche forcée, de refaire tourner la machine à profits dans des conditions sanitaires minimales, sans test et sans masque pour tou·tes Des masques honteusement payants qui représentent un budget non négligeable pour les travailleur·es les plus modestes, les précaires et les chômeur·es, qui se verront verbalisés en cas de manquement. C'est finalement comme faire payer la bouée à quelqu'un qui se noie.

Leur préoccupation n'est décidément pas la question sanitaire. Comment comprendre qu'on permette le retour dans des espaces clos, confinés, comme les salles de classes, les ateliers, les bureaux ou les transports, alors qu'on interdit voire que l'on réprime, sans ménagement, les rassemblements en extérieur comme ce fut le cas récemment à Paris, sur les berge de Seine ou les manifestations. Les dispositifs sanitaires sont en réalité à géométrie variable.

Leur préoccupation majeure se situe davantage dans la crainte de nouvelles colères sociales, dans la continuité des mobilisations des Gilets Jaunes, du mouvement contre la réforme des retraites, des luttes dans la santé. Et dans ce contexte, la question du contrôle de la population, de sa mise au pas est un enjeu central qui dépasse largement les objectifs sanitaires. C'est un véritable test dans une période de défiance croissante de la population vis à vis du gouvernement, accentuée par sa gestion calamiteuse de la crise sanitaire.

Les capitalistes en ont rêvé, le coronavirus l'a fait. Cette séquence est en réalité un accélérateur de ce qui se profilait déjà en matière de répression d'État, de contrôle social et de renforcement des politiques d'austérité. Il est fort à parier que pour faire avaler l'ensemble des régressions qui s'annoncent pour les travailleur·es, comme nous le préparent le Medef et le gouvernement réunis, la pérennisation de certains dispositifs présentés comme exceptionnels pourrait bien jouer un rôle essentiel. Une forme de stratégie du choc, justifiée par la crise, visant à imposer des mesures violentes, mettre en quarantaine libertés individuelles et collectives et laminer davantage les acquis sociaux.

Les laboratoires du capitalisme tournent actuellement à plein régime. L'institution de la délation par Internet, via la plateforme Pharos, n'indique pas vraiment que le monde d'après sera différent des pires heures du passé.

Des promesses pour l'hôpital ...

Pour les « héros » de l'hôpital et de la santé, Macron et ses amis distribuent des médailles et préparent le pire. Imposons le meilleur!

Chaque jour, président et ministres saturent les médias de discours sur la « reconnaissance » due aux « héros » en « première ligne », en particulier les soignant·es et l'ensemble du personnel hospitalier. Mais quand cette « reconnaissance » doit se traduire – même sous une forme bien modeste – par une prime de 500 à 1500 euros pour « solde de tout compte », qui ne répond pourtant nullement aux exigences des personnels qui se sont mobilisés pendant plus d'un an (augmentation de 300 euros nets pour tou·tes), c'est une autre affaire... Il aura fallu attendre le 15 mai la prime promise et elle ne sera versée au mieux qu'en juin. Heureusement qu'il n'a pas fallu autant de temps aux personnels de santé pour aller « au front » contre l'épidémie! Et cette prime ne sera accordée qu'aux personnels censés être les plus « exposés ». Les personnels des EHPAD peuvent attendre...

Avares quand il s'agit d'honorer leurs promesses, ceux qui nous gouvernent sont bien généreux pour organiser la « solidarité »... en puisant dans la poche des salarié·es. Ainsi, tentant d'exploiter l'élan de soutien qui s'exprime depuis des semaines, des députés de la majorité soutenus par la ministre du Travail Muriel Pénicaud viennent de proposer aux salarié·es de « donner » des jours de congés qui seraient transformés en « chèques vacances » pour les soignant·es. Comme n'hésite pas à le dire la ministre du Travail, « un tel dispositif ne représente pas une charge pour l'État ni pour les entreprises »...

Une proposition d'autant plus indécente que la question qui se pose concrètement est de savoir si les « héros » épuisés auront droit à leurs congés et à leur RTT cet été... Pour l'instant, alors que les services se remplissent à nouveau de patient·es et qu'une « deuxième vague » est envisagée, la pénurie de personnel, les conditions de travail épuisantes et le manque de lits redeviennent une réalité quotidienne à l'hôpital. Dans ce tableau, les directions imposent la prise de repos, de congés et de RTT en prévision d'un été difficile.

DEHORS MACRON ET CE POUVOIR IRRESPONSABLE!

LA SITUATION VA S'AMÉLIORER À L'HÔPITAL



Et les promesses de Macron ne valent pas davantage... Ainsi, tout indique que le « grand plan » pour l'hôpital, annoncé par le président il y a quelques semaines et qui devrait être dévoilé en juillet, n'ira pas dans le sens d'un service public de santé en état de répondre aux besoins quotidiens et aux situations de crise. Au nom du « déficit abyssal » de la Sécurité sociale qu'aurait créé la crise, l'heure serait plutôt à réduire encore la place de l'hôpital et du service public, et à ouvrir encore plus au secteur privé concurrentiel, à faire financer l'hôpital par la charité et les dons... Une politique dont chacun mesure aujourd'hui les effets, par exemple aux USA.

Pour que la crise sanitaire que nous vivons ne se reproduise plus, pour imposer un véritable « bouclier sanitaire » à l'hôpital (par la création de lits, des recrutements et des moyens nécessaires), pour que la santé ne soit plus une marchandise, l'heure est à la mobilisation des professionnel·les du secteur et de toutes celles et ceux pour qui la santé doit être un véritable service public accessible sans distinction de ressources ou de lieu d'habitation. C'est en particulier ce qui s'est passé à Toulouse ce lundi 11 mai, où personnels, soutiens (salarié·es, syndicalistes, Gilets jaunes...) et usager·es étaient dans la rue en respectant les gestes barrières. D'autres rassemblements ont aussi eu lieu dans les villes et les régions.

Si l'on ne veut pas que le « monde d'après » ne soit le retour au monde d'avant, en pire, l'heure est à coordonner et à amplifier ces actions. Pour le droit à la santé de tou·tes, déconfinons nos revendications.

La culture, l'oubliée du déconfinement?

Le déconfinement est engagé pour bon nombre de secteurs de l'économie. Le secteur culturel reste quant-à-lui en pleine interrogation. En effet, il est deux problèmes confronté à première contradictoires : la reprise de l'activité dans conditions d'exercice suffisamment protectrice salariés, on peut penser aux musées, aux bibliothèques notamment... et en même temps les interdictions d'un certain nombre de manifestations demeurent, ce qui met en difficulté en particulier les professionnel·les du spectacle vivant qui voient leurs activités suspendues pendant encore de longues semaines, voire de longs mois.

Si la réponse d'Emmanuel Macron d'acter « une année blanche » pour les intermittent.es leur permettant de prolonger jusqu'en août 2021 la période de calcul ouvrant leurs droits permet à nombre d'entre eux d'envisager les mois à venir avec moins d'inquiétudes, cela ne règle pas la difficulté que ces professionnel·les auront dans les mois à venir pour concrétiser des projets. La réponse du Président de la République à ce titre paraît même être une vaste blague : proposer aux intermittent·es de venir épauler les écoles, en grande difficultés dans la gestion des conditions de réouvertures, comme si l'accompagnement scolaire ou périscolaire, qui plus est dans des conditions sanitaires drastiques, pouvait s'improviser sous prétexte d'accès à la culture. Imaginer que parce qu'on est artiste, on a les compétences pour l'encadrement des enfants est un leurre et décrédibilise d'autant plus les formations dédiées à l'action éducative, tout comme les formations artistiques. En parallèle, que deviennent les associations de quartiers spécialistes quant à elle de ces interventions, les petites structures, les artistes indépendants ? Qui financera les pertes liées à l'arrêt de leurs activités ? Si le Département de Loire-Atlantique et un certain nombre de collectivités locales ont promis de mettre la main à la poche, il ne faudrait pas que cela se fasse au profit uniquement des « grands » projets culturels touristiques (comme le voyage à Nantes) mais surtout en direction des structures qui font vivre nos villes et nos quartiers toute l'année.

Réinventer la culture pour tou tes

Nous aurons, après cette période de confinement, d'autant plus besoin de maintenir et de renforcer l'accès à la culture sous toutes ses formes. Et cette période rend donc d'autant plus indispensable de réfléchir et de se battre pour un vrai service public de la culture à destination de tous, et pas uniquement des classes les plus aisées.



POUR PRENDRE CONTACT AVEC LE NPA

contact@npa44.org | www.npa44.org



